

REPUBLIQUE DE CÔTE  
D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE  
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG N°076/2019

JUGEMENT  
CONTRADICTOIRE du  
28/02/2019

Affaire

1-la société Constructions  
Métalliques Ivoiriennes en  
abrégié CMI SA

2- Monsieur YAÏ Dezaï Jean  
Majeur

(Maître ASSAMOÏ Alain  
Lucien)

Contre

La Société de Coordination  
et d'Ordonnancement  
Afrique de l'Ouest dite  
SCAO

(le cabinet de Maître Myriam  
DIALLO)

DECISION :

Contradictoire

Déclare recevable  
l'opposition formée par la  
société Construction  
Métalliques Ivoiriennes SA  
dite CMI et Monsieur YAÏ  
Dezaï Jean Majeur,  
liquidateur de ladite société ;

Les y dit mal fondés ;

## AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 28 FEVRIER 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique  
du jeudi vingt-huit février deux mil dix-neuf tenue au siège dudit  
Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame **TOURE AMINATA épouse TOURE**, Président du  
Tribunal ;

**Madame GALE MARIA épouse DADJE et Messieurs KOFFI  
YAO, DICOH BALAMINE, N'GUESSAN GILBERT, ALLAH  
KOUAME, TRAZIE BI VAME**, Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître KODJANE MARIE-LAURE épouse  
NANOU**, Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

**1-la société Constructions Métalliques Ivoiriennes en abrégé  
CMI SA** au capital de 500 000 000 f CFA société en liquidation  
ayant son siège social à Abidjan Vridi, rue des Chimistes Zone  
industrielle 15 BP 270 Abidjan 15 agissant aux poursuites,  
requête et diligence du liquidateur, monsieur YAÏ Dezaï Jean, de  
nationalité ivoirienne et demeurant en cette qualité au siège social  
précité ;

**2- Monsieur YAÏ Dezaï Jean Majeur**, Expert Judiciaire de  
nationalité ivoirienne liquidateur de la société Constructions  
Métalliques Ivoiriennes dite CMI demeurant au siège social de  
ladite société sus citée ;

**Demandeurs** représentés par **le cabinet de Maître ASSAMOÏ  
Alain Lucien**, Avocat près la Cour d'Appel d'Abidjan, y  
demeurant, Cocody Boulevard de France SICOGLI 360  
Logements Professeur Immeuble Charlemagne 1<sup>er</sup> étage Porte 3,  
01 BP 2892 Abidjan 01 Tél 22-44-78-26, email  
[cabinetassamoi@gmail.com](mailto:cabinetassamoi@gmail.com) ;

Et

d'une part ;





Déboute la société Construction Métalliques Ivoiriennes SA dite CMI et Monsieur YAÏ Dezaï Jean Majeur, liquidateur de ladite société, de leur demande en rétractation du jugement n° 1277 du 22 mai 2017 rendu par le tribunal de commerce d'Abidjan ;

Restitue audit jugement son plein et entier effet ;

Dit que la demande aux fins de suspension des poursuites est devenue sans objet ;

Condamne les demandeurs à l'opposition aux entiers dépens de l'instance.

**La Société de Coordination et d'Ordonnancement Afrique de l'Ouest dite SCOAO SARL** au capital de 151 500 000 F CFA dont le siège social est à Abidjan Plateau, Cité RAN 01 BP 4097 Abidjan 01, prise en la personne de son représentant légal, monsieur Philippe SAUTIERE, Gérant de nationalité française ;

**Défendeur** représentée par le **cabinet de Maître Myriam DIALLO**, Avocat à la Cour d'Appel d'Abidjan, y demeurant, rue des Jardins résidence du Vallon II Plateaux immeuble Bubale Appartement n° 71, 08 BP 1501, Abidjan 01 Tél : 22-41-18-71 ;

D'autre part ;

Enrôlée le 07 janvier 2019 pour l'audience publique du 09 janvier 2019, l'affaire a été appelée et renvoyée au 10 janvier 2019 devant la première chambre pour attribution ;

A l'audience du 10 janvier 2019, la cause étant en état d'être jugée, le tribunal a mis l'affaire en délibéré pour décision être rendue le 28 février 2019 ;

Advenue cette date, le Tribunal a rendu le jugement dont la teneur suit :

### **LE TRIBUNAL**

Vu les pièces du dossier ;

Ouï les parties en leurs fins, demandes et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES**

Par exploit d'huissier en date du 19 décembre 2018, la société Construction Métalliques Ivoiriennes SA dite CMI et Monsieur YAÏ Dezaï Jean Majeur, liquidateur de la société CMI, ont fait servir assignation à la Société de Coordination et d'Ordonnancement Afrique de l'Ouest dite SCOAO Sarl et à Monsieur le Greffier en chef du tribunal de commerce d'Abidjan d'avoir à comparaître devant le tribunal de commerce de céans pour entendre :

Déclarer leur opposition recevable et bien fondée ;

- en conséquence, rétracter le jugement n° 1277 du 22 mai 2017 rendu par le tribunal de commerce d'Abidjan ;
- ordonner la suspension provisoire de ce jugement en application de l'article 159 du code de procédure civile, commerciale et administrative ;



- condamner les défendeurs aux entiers dépens de l'instance ;

Au soutien de leur action, les demandeurs déclarent qu'ils sont en relation d'affaire avec la société SCOAO depuis plusieurs années et qu'ils ont toujours réglé leurs factures à cette dernière ;

Ils ajoutent que ces dernières années, la société CMI s'est retrouvée face à des difficultés de trésorerie provenant du défaut de paiement de ses factures par l'Etat de Côte d'Ivoire ; En effet, la société CMI aujourd'hui en liquidation, a réalisé des ouvrages pour lesquels elle attend des règlements pour pouvoir s'acquitter de ses dettes envers ses fournisseurs ;

Les demandeurs indiquent que le comportement de la société SCOAO est étrange parce que bien qu'ayant obtenu le jugement querellé, elle ne l'a pas signifié ;

L'objectif visé par cette société selon les demandeurs, était de se servir de ce jugement pour obtenir la liquidation judiciaire de la société CMI prononcée suivant jugement n° 0671/2018 rendu le 17 mai 2018 ;

La société CMI précise qu'en réalité, elle n'est pas en cessation de paiement dès lors qu'elle a payé à hauteur de la somme de 400.000.000 FCFA environ, les créanciers privilégiés que sont les salariés ;

Les demandeurs soutiennent qu'ils sont donc fondés à solliciter la suspension provisoire des poursuites en application de l'article 159 du code de procédure civile, commerciale et administrative, le jugement dont opposition, est assorti de l'exécution provisoire ;

En réponse aux prétentions des demandeurs, la société SCOAO expose qu'elle est créancière de la société CMI de la somme de 43.372.260 FCFA ;

Elle souligne que sa créance résulte de factures relatives à des contrats portant construction de divers infrastructures qu'elle a exécutés ;

Elle ajoute que la société CMI, par acte de reconnaissance en date du 30 mars 2016, a reconnu sa dette, de sorte qu'après plusieurs relances aux fins d'avoir paiement, demeurées infructueuses, elle a demandé et obtenu du tribunal de commerce, la condamnation de cette dernière à lui payer sa créance ;

Le jugement ne souffre donc d'aucune contestation quant au principe de la dette et au montant pouvant donner lieu à sa rétractation ;



Elle indique par ailleurs que la société CMI ayant mis la clef sous la porte, tous les actes lui ont été signifiés à Mairie ;

## **SUR CE**

### **En la forme**

#### **Sur le caractère de la décision**

La société SCOAO a comparu et fait valoir ses moyens ;

Le Greffier en chef a été assigné en ses bureaux ;

Il y a donc lieu de statuer par décision contradictoire ;

#### **Sur le taux du ressort**

Aux termes de l'article 10 de la loi organique n° 2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce :

*« Les Tribunaux de commerce statuent :*

*- en premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs CFA ou est indéterminée;*

*- en premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs CFA.*  
*» ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige est indéterminé; Il sied dès lors de statuer en premier ressort ;

#### **Sur la recevabilité de l'action**

L'opposition a été initiée dans le respect des exigences légales de forme et de délai ;

Il y a donc lieu de la déclarer recevable ;

### **Au fond**

#### **Sur le bien-fondé de la demande en rétractation du jugement n° 1277 du 22 mai 2017 rendu par le tribunal de commerce**

Les demandeurs sollicitent la rétractation du jugement qui les a condamnés à payer la somme de 43.372.260 FCFA à la société SCOAO au motif que la Société CMI SA est en attente du paiement de ses factures suite aux ouvrages qu'elle a réalisés pour pouvoir s'acquitter de ses dettes envers ses fournisseurs ;





La société SCOAO pour sa part soutient que la société CMI ne contestant pas sa dette, c'est à juste titre qu'elle a été condamnée à son paiement ;

L'article 153 du code de procédure civile, commerciale et administrative dispose que « *L'opposition est la voie de recours par laquelle une partie condamnée par défaut sollicite de la juridiction qui a statué, la rétractation, après débat contradictoire, de la décision rendue.* » ;

L'article 1315 du code civil dispose que « *Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver* ;

*Réciproquement, celui qui se prétend libérer, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.* » ;

Il ressort de ce texte que celui qui allègue un fait doit en rapporter la preuve ;

En l'espèce, la société SCOAO, pour obtenir le paiement de sa créance, produit au dossier de la procédure des pièces et notamment une reconnaissance de dettes signée par la société CMI;

Il ressort de ces pièces que celle-ci reconnaît devoir la somme de 43.372.260 FCFA à la société SCOAO suite à des prestations fournies à son profit ;

La société SCOAO a ainsi fait la preuve de sa créance ;

En outre, la société CMI ne conteste pas dans ses écritures prises au soutien de son action en opposition, sa dette de 43.372.260 FCFA à l'égard de la société SCOAO, elle allègue juste qu'elle est en attente du règlement de ses factures pour désintéresser ses créanciers ;

Les motifs par elle avancés ne peuvent cependant faire obstacle à sa condamnation au paiement de ladite dette ;

Au demeurant, il n'est pas établi que le paiement de la dette de la société CMI à l'égard de la société SCOAO était subordonné au paiement des factures de la première nommée par d'autres créanciers ;

Il sied dès lors de déclarer son opposition au jugement n° 1277 du 22 mai 2017 mal fondée et de la rejeter et de restituer audit jugement son plein et entier effet ;

**Sur le bien-fondé de la demande en suspension provisoire des poursuites**



Les demandeurs sollicitent la suspension provisoire des poursuites entreprises à son encontre par la société SCOAO en exécution du jugement dont opposition ;

L'article 159 du code de procédure civile, commerciale et administrative dispose que « *Si l'exécution provisoire a été ordonnée, la partie condamnée peut demander par l'acte d'opposition, la suspension des poursuites. Dans ce cas, il est statué sur pièces à la plus prochaine audience, sur la continuation des poursuites.* » ;

Il résulte de l'analyse de cette disposition que le tribunal statue sur la demande aux fins de suspension des poursuites avant de vider sa saisine sur l'opposition ;

Or, en l'espèce, les demandeurs ont fait leur demande en suspension des poursuites après avoir conclu à la rétractation du jugement querellé de sorte que le tribunal ne s'est pas prononcé sur cette demande avant de vider sa saisine sur l'opposition ;

Le tribunal, par la présente décision vidant sa saisine sur l'action en opposition, la demande en suspension des poursuites est devenue sans objet ;

#### **Sur les dépens**

Les demandeurs à l'opposition succombant, il y a lieu de leur faire supporter les entiers dépens de l'instance ;

#### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Déclare recevable l'opposition formée par la société Construction Métalliques Ivoiriennes SA dite CMI et Monsieur YAÏ Dezaï Jean Majeur, liquidateur de ladite société ;

Les y dit mal fondés ;

Déboute la société Construction Métalliques Ivoiriennes SA dite CMI et Monsieur YAÏ Dezaï Jean Majeur, liquidateur de ladite société, de leur demande en rétractation du jugement n° 1277 du 22 mai 2017 rendu par le tribunal de commerce d'Abidjan ;

Restitue audit jugement son plein et entier effet ;

Dit que la demande aux fins de suspension des poursuites est devenue sans objet ;

Condamne les demandeurs à l'opposition aux entiers dépens de l'instance.



Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que  
dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.



N<sup>o</sup> Bce: 00282804

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le.....11 AVR 2019.....  
REGISTRE A.J. Vol.....45.....F°.....29.....  
N°.....596.....Bord.....2351.....52.....

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....